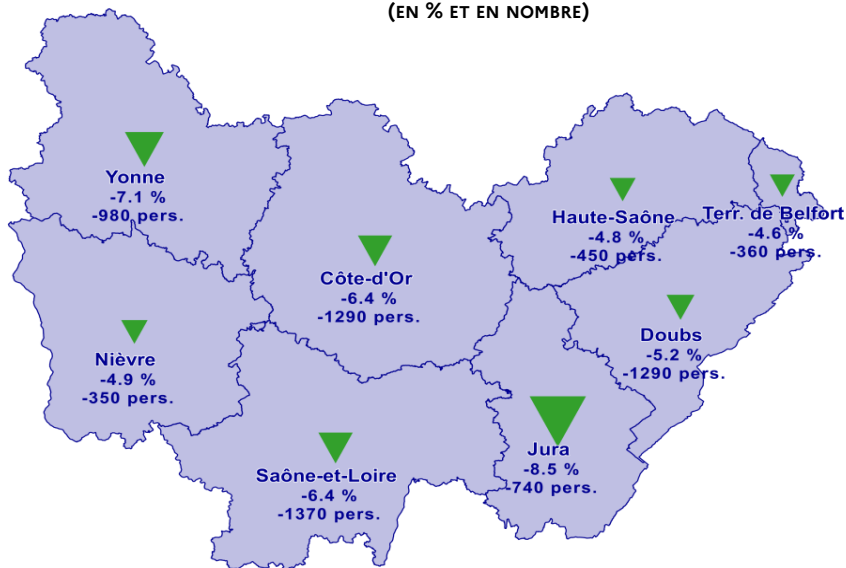


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2021
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 6,2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 430** (- 4,6 % sur un trim.)
Cat. B, C : **5 180** (- 0,8 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **12 610** (- 3,1 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

9,2 % au 3^{ème} trimestre 2021
+ 0,2 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2021
(France métropolitaine : 7,9 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

48 440 au 3^{ème} trimestre 2021
+ 0,0 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2021

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 430 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2021
- 9,5 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2021

Au troisième trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) se maintient dans le Territoire de Belfort par rapport au 2^e trimestre 2021. Hors intérim, l'emploi progresse dans les services non marchands et dans une moindre mesure le commerce. A l'inverse, l'emploi peine à résister dans l'industrie, les services marchands et la construction. Sur un an, l'emploi salarié diminue alors qu'il progresse dans la région (-1,2 % contre +1,3 %). La demande en intérim se rétracte excepté dans la construction qui voit ses effectifs intérimaires progresser. À partir du mois de mai 2021, le recours à l'activité partielle tend à diminuer avec le redémarrage de l'activité suite à la fin du confinement d'avril. D'après les données provisoires, à l'été, seulement 2 % des salariés en moyenne ont été placés en activité partielle. Près de 124 000 heures ont été chômées, ce qui correspond à environ 100 emplois équivalents-temps plein. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 4 400) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-3,6 %, soit -160).

Au quatrième trimestre 2021

À l'automne, le recours à l'activité partielle tend à augmenter notamment dans l'industrie. D'après les données provisoires, près de 170 établissements sont autorisés à recourir au dispositif et cela concerne environ 4 000 salariés. Les défaillances d'entreprises augmentent légèrement comparé au 4^e trimestre mais le volume d'emplois menacés reste à un niveau historiquement bas. Les créations d'entreprises sont stables mais demeurent en tendance mieux orientées qu'il y a un an. La demande d'emploi (cat.A) continue de diminuer : -4,6 % sur le trimestre et -9,9 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) forme 41 % de la demande d'emploi de catégorie ABC. Les sorties sont devenues plus nombreuses que le volume d'entrées à Pôle emploi. L'ensemble des tranches d'âges est concerné par cette embellie, notamment les inscrits de moins de 25 ans (-8 %, cat.A).

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Territoire de Belfort :

Données CVS-CJO

	T4 2021	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	7 430	-4,6	-9,9
Catégories B, C	5 180	-0,8	+4,9
Catégories A, B, C	12 610	-3,1	-4,3

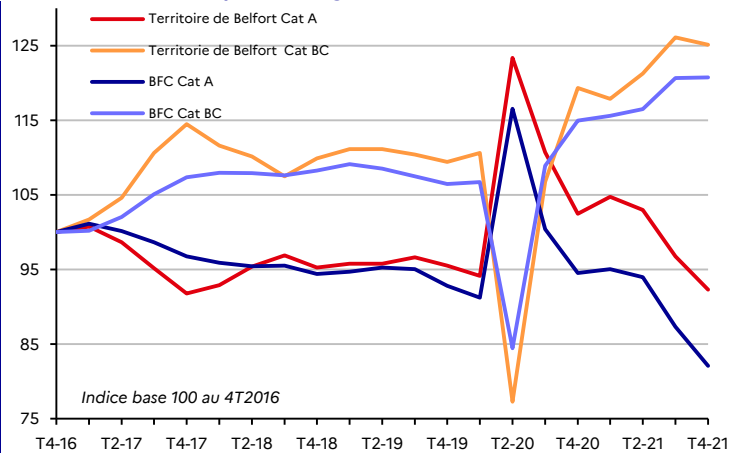
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T4 2021	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	106 650	-6,0	-13,2
Catégories B, C	102 530	+0,1	+5,1
Catégories A, B, C	209 180	-3,1	-5,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	4 050	-4,3	-8,6	-6,0	-13,5
< 25 ans	590	-9,2	-11,9	-8,9	-18,8
25 - 49 ans	2 370	-3,3	-8,8	-6,3	-14,4
50 ans et plus	1 090	-3,5	-6,8	-4,0	-8,8
Femmes	3 380	-5,3	-11,3	-6,0	-12,9
< 25 ans	450	-6,3	-16,7	-8,8	-16,8
25 - 49 ans	1 960	-6,7	-11,7	-6,0	-13,5
50 ans et plus	970	-2,0	-8,5	-4,8	-9,9
Total	7 430	-4,6	-9,9	-6,0	-13,2
< 25 ans	1 040	-8,0	-13,3	-8,8	-17,9
25 - 49 ans	4 330	-4,8	-10,2	-6,2	-13,9
50 ans et plus	2 060	-2,4	-7,6	-4,4	-9,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 480	-3,0	-4,8	-3,3	-5,6
< 25 ans	970	-4,9	-7,6	-5,7	-11,8
25 - 49 ans	3 960	-2,2	-5,3	-3,4	-5,7
50 ans et plus	1 550	-3,7	-1,9	-1,9	-1,3
Femmes	6 120	-3,5	-3,9	-2,9	-4,7
< 25 ans	790	-3,7	-10,2	-4,3	-9,6
25 - 49 ans	3 630	-4,0	-3,2	-3,1	-4,8
50 ans et plus	1 700	-2,3	-2,3	-2,0	-2,0
Total	12 610	-3,1	-4,3	-3,1	-5,1
< 25 ans	1 770	-3,8	-8,3	-5,0	-10,8
25 - 49 ans	7 590	-3,1	-4,3	-3,2	-5,3
50 ans et plus	3 250	-3,0	-2,1	-2,0	-1,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2021	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C	2021	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 240	-2,7	-9,8	-2,6	-7,1
DELD :					
1 à 2 ans	2 690	-8,8	-7,2	-6,9	-8,9
2 à 3 ans	1 500	+3,4	+16,3	-1,7	+3,0
3 ans et plus	2 170	-1,4	+4,3	-1,2	+0,9
Total DELD	6 370	-3,6	+1,8	-3,7	-3,0
Part des DELD	50,5%	-0,3 pt	+3,0 pt	-0,3 pt	+1,1 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2021	Moyenne annuelle 2021	
		2021	2020
Assurance chômage	5 640	5 420	6 350
Solidarité - Etat	790	680	820
Autres	150	110	130
Total DE indemnisés	6 580	6 210	7 300
Formation	250	310	360
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	47,4%		
BFC	48,3%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2021	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C	2021	en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	148	-1	-0,7	-168	-5,3
Fin de mission d'intérim	74	-12	-14,3	-11	-0,8
Démision	46	+16	+52,7	+182	+23,0
Rupture conventionnelle	58	-7	-10,8	-55	-4,2
Licenc. économique	21	-16	-42,3	-123	-27,9
Autre licenciement	71	-6	-8,2	-30	-2,2
Première entrée ⁽¹⁾	80	-17	-17,6	-155	-11,9
Retour d'inactivité ⁽²⁾	193	-25	-11,6	-20	-0,6
Réinscription rapide ⁽³⁾	206	-12	-5,5	-81	-2,5
Autre motif ⁽⁴⁾	70	+4	+6,6	+35	+3,3
Motif indéterminé	112	+4	+4,0	+10	+0,6
Total	1 078	-72	-6,3	-415	-2,2

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2021	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C	2021	en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	187	+25	+15,2	+408	+14,3
Entrée en stage ou formation	165	-17	-9,2	-5	-0,2
Arrêt de recherche**	113	+14	+13,8	+254	+13,2
dont maladie	67	+5	+8,6	+175	+15,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	534	-7	-1,2	+478	+5,4
Radiation administrative	148	+64	+76,9	+520	+35,3
Autre cas ⁽²⁾	104	-7	-6,0	-82	-4,7
Total	1 251	+73	+6,2	+1 575	+8,0

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

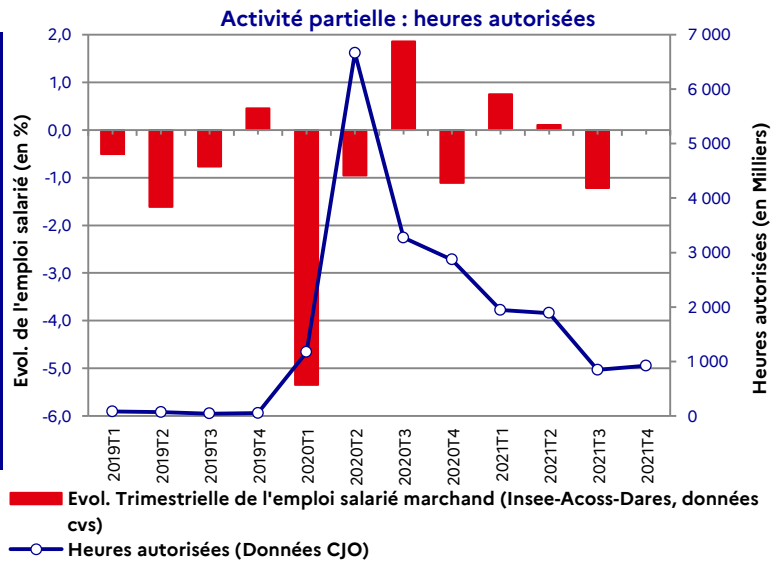
Activité partielle

Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T3 2021	T4 2021
Nombre de demandes en cours		298	198
Volume d'heures autorisées		846 809	923 379
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	454 629	678 873
	Construction	7 015	5 342
	Commerce	37 149	18 052
	Services	348 016	221 112
Etablissements autorisés		253	170
dont :	étabs de 50 sal. et plus	38	33
Nombre de salariés concernés**		3 925	3 797
Total heures autorisées 12 mois glissés		7 550 331	5 602 917

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T2 2021	T3 2021
Nombre d'heures consommées*		466 031	123 913
dont :	Agriculture	124	0
	Industrie	71 153	52 799
	Construction	5 789	2 161
	Commerce	89 441	5 968
	Services	299 524	62 985
Etabs ayant consommé des heures		860	186
dont :	étabs de 50 sal. et plus	71	29
Nombre de salariés concernés**		3 141	1 152
Total heures consommées 12 mois glissés		1 883 769	1 662 099

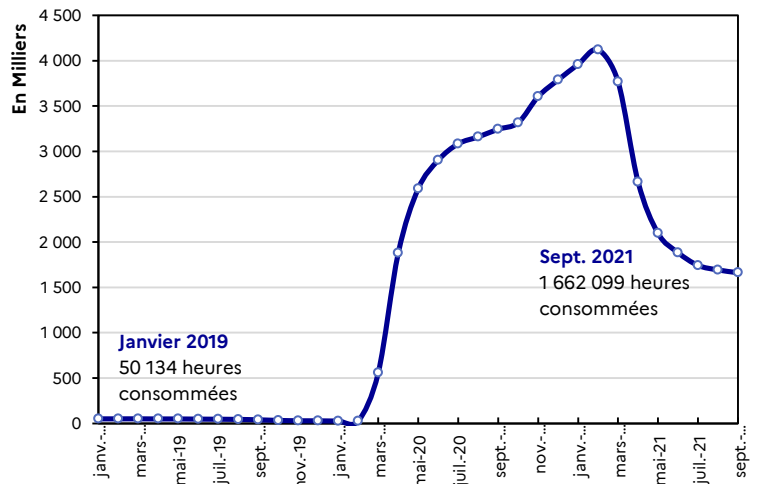
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Attention : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T4 2021	Evol./T4 2020 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		370	-1,3
dont :	Entreprises individuelles	22	-29,0
	Micro-entrepreneurs	266	-4,3
	Sociétés	82	+24,2
Cumul sur 12 mois glissés		1 511	+11,6
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		104	+7,2
Cumul sur 12 mois glissés		461	+25,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T4 2021	Evol./T4 2020 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		18	+20,0
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	8	+33,3
	Liquidations judiciaires directes	10	+11,1
Nombre d'emplois menacés		49	-45,6
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	26	-48,0
	Construction	7	+16,7
	Commerce	s	s
	Services	13	+160,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		46	-47,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Territoire de Belfort 3 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	140	-10	-8,0	0	+3,5	140	-10	-8,0	0	+3,5
Industrie	7 910	-60	-0,8	-280	-3,4	8 630	-130	-1,5	-410	-4,5
Industrie agro-alimentaire	540	+20	+4,0	+70	+13,7	560	+30	+6,6	+80	+16,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	570	-20	-3,4	-40	-5,9	590	-20	-2,8	-40	-6,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 600	-40	-1,6	-190	-6,7	2 770	-10	-0,5	-150	-5,1
Matériels de transport	960	0	-0,2	+10	+0,6	1 010	-40	-3,9	-70	-6,4
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	3 230	-20	-0,6	-130	-3,8	3 690	-100	-2,5	-230	-5,9
Construction	2 140	-20	-1,0	+30	+1,3	2 260	-60	-2,5	-20	-0,8
Commerce ; réparation auto.	5 330	+60	+1,1	+90	+1,7	5 430	+50	+1,0	+90	+1,7
Services marchands	12 240	-40	-0,3	-130	-1,1	12 700	-200	-1,5	-120	-1,0
Transports et entreposage	1 680	-10	-0,4	-10	-0,9	1 830	-110	-5,7	-40	-2,2
Hébergement et restauration	1 460	-20	-1,2	+70	+5,0	1 470	-20	-1,1	+70	+5,2
Information et communication	950	-10	-0,9	+70	+8,2	950	-10	-0,9	+70	+7,6
Services financiers	910	-20	-1,7	-40	-4,2	930	-10	-1,2	-40	-4,0
Services immobiliers	450	-30	-5,4	-30	-5,8	460	-30	-5,5	-40	-8,2
Services aux entreprises	5 330	+30	+0,6	-170	-3,2	5 590	-30	-0,5	-140	-2,4
Services aux ménages	1 470	0	+0,1	-20	-1,0	1 480	+10	+0,4	0	-0,2
Services non marchands	19 240	+380	+2,0	-160	-0,8	19 270	+350	+1,9	-150	-0,8
Ensemble	47 000	+300	+0,6	-460	-1,0	48 440	+10	+0,0	-600	-1,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

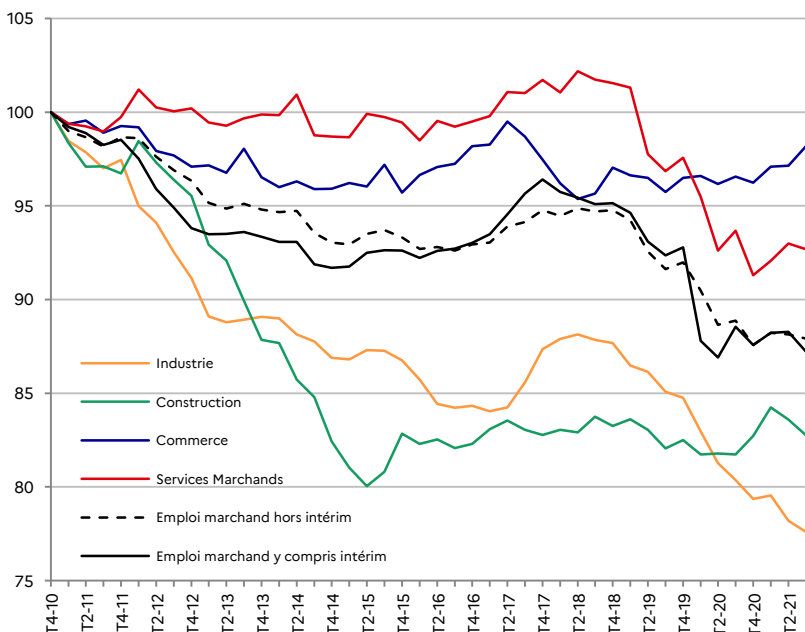
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

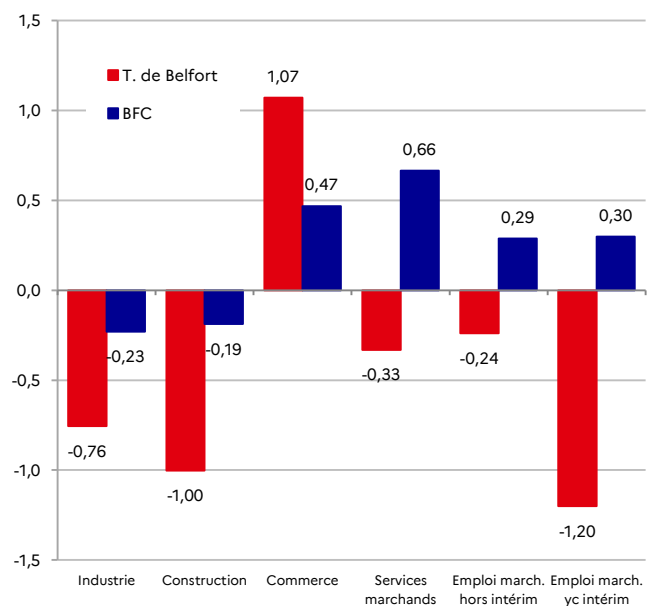
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2021, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 3 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	s	s	s	s	s	1,1	-0,1
Industrie	730	-11,2	-7,0	8,5	-0,3	740	-3,9	+19,4	2,5	-0,2
Construction	140	+13,0	-15,7	6,1	-1,1	120	-14,3	-25,0	3,4	+0,5
Commerce	80	-11,4	-8,0	1,5	-0,2	100	+25,0	+11,1	1,5	-0,3
Services	480	-11,6	+23,3	3,7	+0,7	480	-7,7	+23,1	1,8	+0,1
Ensemble	1 430	-9,5	+0,2	4,9	+0,1	1 440	-4,6	+14,3	2,2	-0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

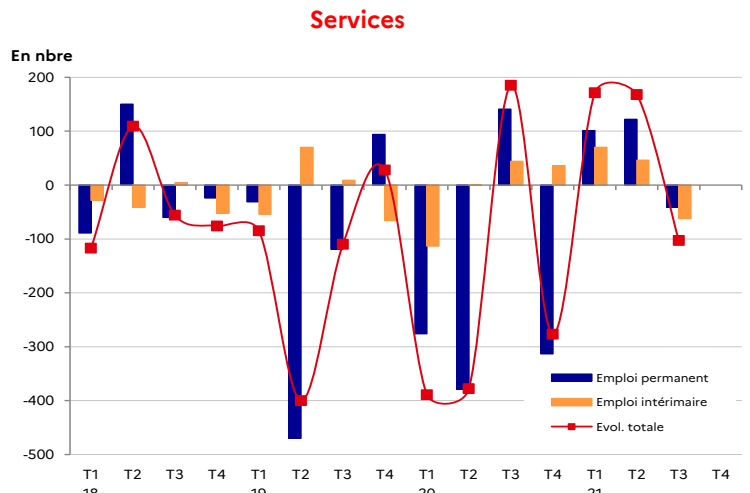
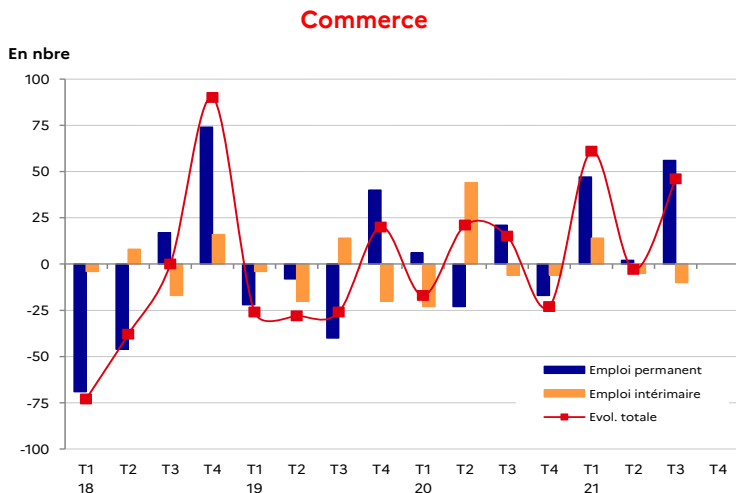
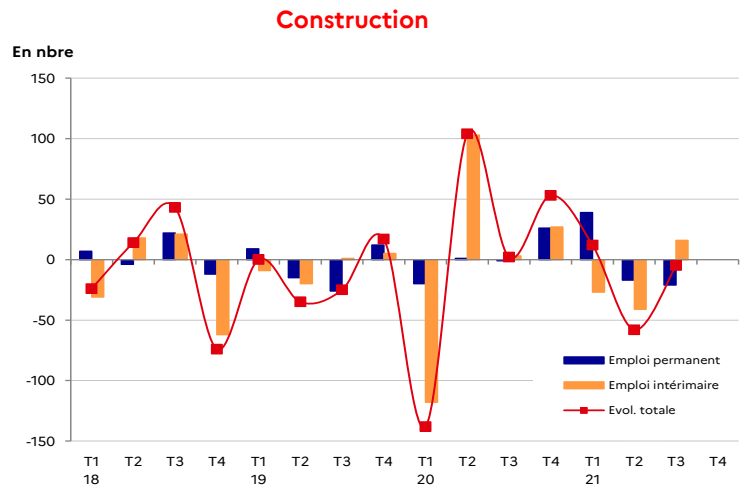
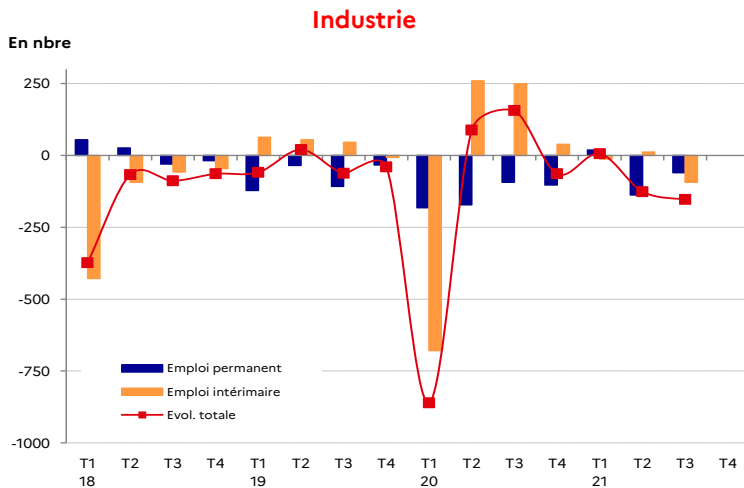
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3e trimestre 2021						
Embauches		506	283	1 628	7 464	9 881
Répartition en %		5,1	2,9	16,5	75,5	100,0
dont en % :						
	CDD	67,6	65,4	84,0	88,1	85,8
	< 25 ans	58,3	53,0	64,9	34,3	41,1
	25 - 49 ans	32,6	39,9	27,1	41,5	38,6
	50 - 54 ans	4,0	3,5	3,2	8,9	7,5
	55 ans ou plus	5,1	3,5	4,9	15,3	12,7
	Femmes	36,2	9,5	59,8	66,2	62,0
Sorties		526	313	1 672	7 353	9 864
Répartition en %		5,3	3,2	16,9	74,4	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	54,9	49,2	76,5	84,5	80,4
	dont CDD < 1 mois	26,3	20,8	62,5	83,3	76,7
	Demissions	13,3	21,4	11,1	6,5	8,1
	Licenciements économiques	2,3	2,2	0,5	0,9	1,0
	Licenc. non économiques	8,7	9,9	5,0	2,8	3,7
	Retraite	4,9	3,2	0,8	0,8	1,1
	Ruptures Conventionnelles	6,3	6,1	1,9	1,1	1,7
	< 25 ans	49,0	44,4	64,1	34,0	40,2
	25 - 49 ans	31,6	43,1	26,6	40,6	37,8
	50 - 54 ans	4,9	3,8	3,1	8,8	7,5
	55 ans ou plus	14,4	8,6	6,2	16,6	14,5
	Femmes	35,0	8,3	60,1	67,0	62,3

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

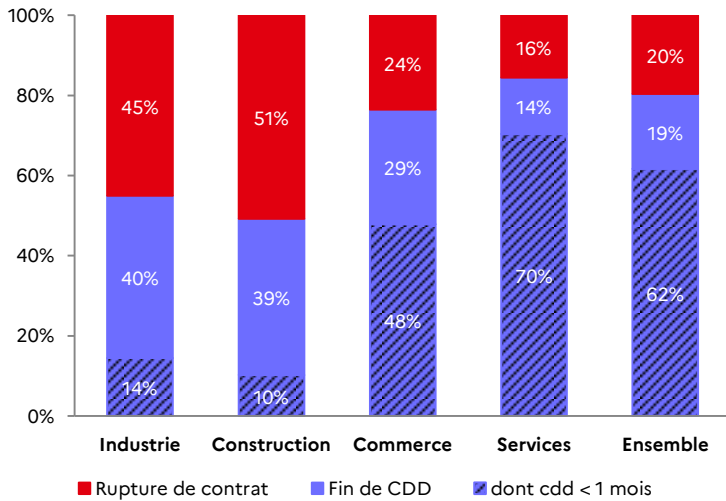
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

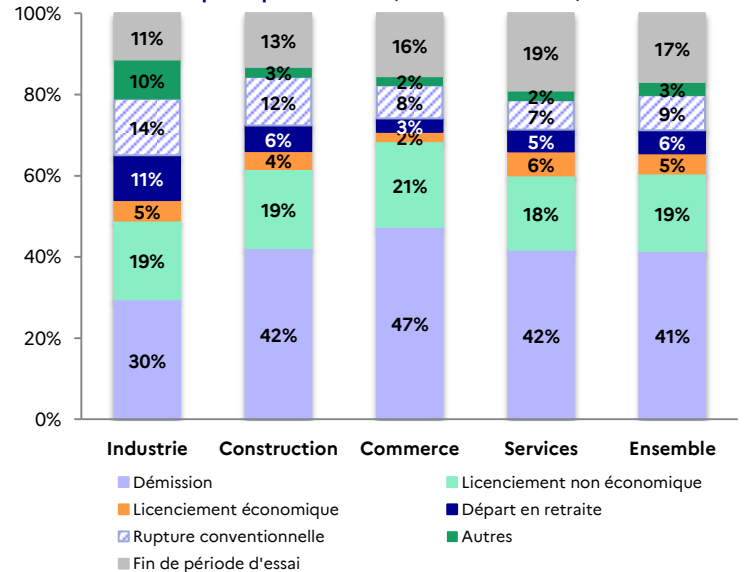
Lecture : Au 3e trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 67,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,3 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 48 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 30 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3e trimestre 2021							
Actifs en emploi (en %)		10,1	61,2	13,6	15,1	47,5	28,8
Embauches		4 063	3 819	743	1 256	6 125	2 449
dont en % :							
	CDD	88,1	79,9	89,5	93,8	88,7	90,3
Sorties		3 970	3 728	737	1 429	6 144	2 465
dont en % :							
	Fins de CDD	84,4	74,7	87,8	80,5	83,7	86,2
	dont CDD < 1 mois	63,1	83,7	87,2	93,5	81,4	70,4
	Demissions	7,1	11,3	4,5	4,3	7,2	6,2
	Licenciements économiques	0,2	1,8	1,5	0,8	0,6	0,1
	Licenc. non économiques	3,9	4,3	2,0	2,8	3,1	3,3
	Retraite	0,0	0,0	0,0	7,7	0,7	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,6	3,0	1,4	1,4	1,4	0,6

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 93,8 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

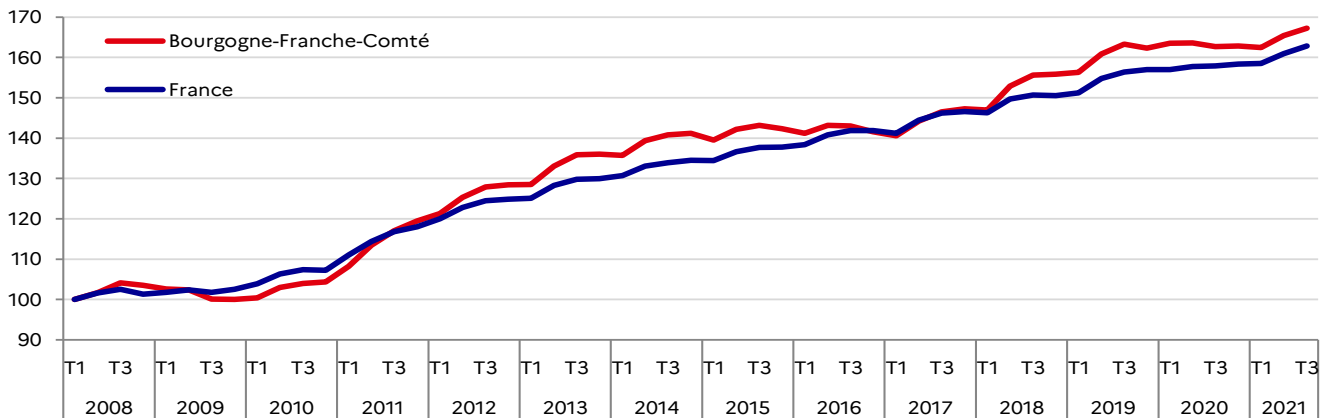
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2021	Actifs occupés RP 2018	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 025	218 550	22,5	+1,0	+5 040	+2,4	149	0,4	+0,7	-7	-4,5
Doubs	221 304	192 920	19,9	-0,1	+40	+0,0	28 341	71,9	+1,2	+863	+3,1
Jura	105 358	86 510	8,9	+0,3	+1 720	+2,0	6 590	16,7	+0,3	+22	+0,3
Nièvre	71 403	65 090	6,7	-0,0	-100	-0,2	13	0,0	-7,1	0	0,0
Haute-Saône	92 636	66 010	6,8	+0,0	+540	+0,8	518	1,3	+3,4	+28	+5,7
Saône-et-Loire	211 354	185 620	19,1	+0,7	+4 230	+2,3	194	0,5	+3,2	+30	+18,3
Yonne	127 326	107 800	11,1	+0,3	+1 140	+1,1	17	0,0	-10,5	0	0,0
Territoire de Belfort	55 900	48 440	5,0	+0,0	-600	-1,2	3 600	9,1	+1,1	+145	+4,2
BFC	1 105 305	970 940	100,0	+0,4	+12 000	+1,3	39 422	100,0	+1,1	+1 081	+2,8

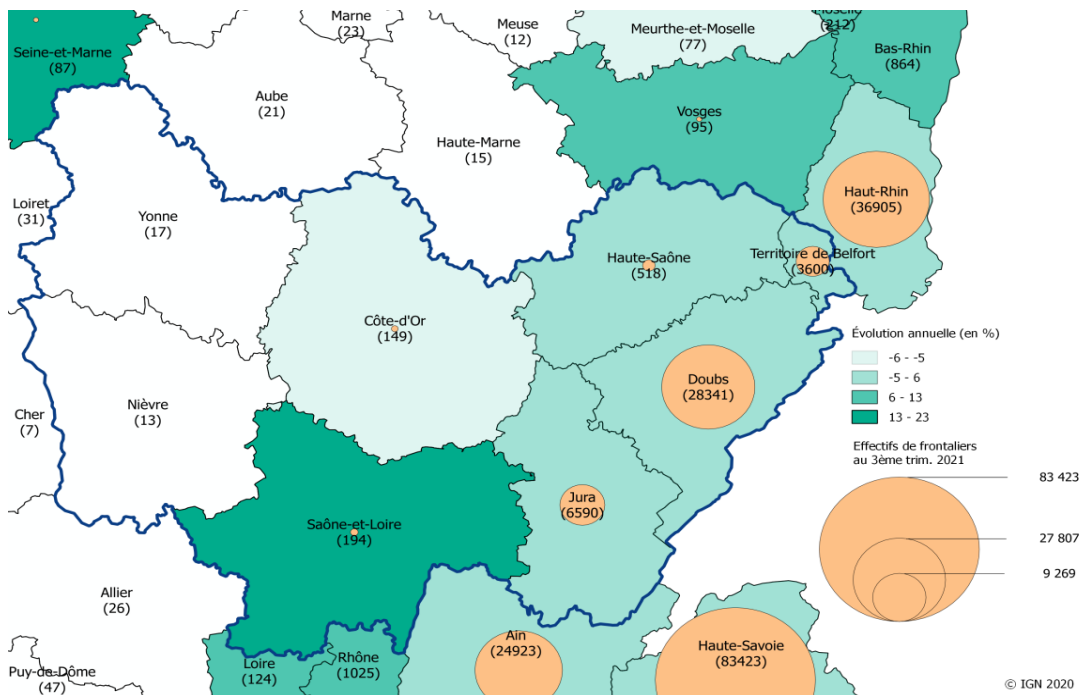
Sources : INSEE - RP 2018 (enquêtes annuelles 2016 à 2020) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 3,1% dans le Doubs. Ce département comptabilise 28 341 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T4	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020	cumul 2020
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	86	351	+33,5	+52,2
dt jeunes	32	133	+60,2	+106,6
dt Education Nat.	s	8	+33,3	+11,4
dt Collectivités	25	122	+67,1	+77,8
dt résidents QPV	13	54	n.d.	n.d.
dt résidents ZRR	-	-	-	-
CIE Jeunes	67	118	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	306	938	+31,0	+27,7
dt Garantie Jeunes	119	300	+86,3	+93,8
dt résidents QPV	89	267	+46,7	+32,0
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs*	22	92	+87,8	+46,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T2021)				
- secteur public	66	70	+159,3	+82,1
- secteur privé	842	911	+29,4	+33,6

* Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020
Côte d'Or	538	912	+30,7
Doubs	537	994	+35,6
Jura	365	707	+59,2
Nièvre	296	568	+153,6
Haute-Saône	195	355	+47,9
Saône-et-Loire	506	1 070	+62,9
Yonne	554	968	+73,8
Territoire de Belfort	159	253	+60,1
BFC	3 150	5 827	+57,0

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : POEM (DGEFP), entrées, données brutes

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T4	Var.(%)/	Var.(%)/
	2021	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	209	+17,4	+25,7
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	329	+90,7	+84,6
IAE (au 2T2021)	480	+38,8	+39,0

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH). Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2021 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 170	-6,7	36 173	+0,1	8 180	+1,0	2 043	-8,9
Doubs	12 887	-3,5	32 130	+1,0	10 160	-1,5	2 307	-1,0
Jura	3 813	-5,7	15 287	+2,3	5 087	-1,5	927	-3,8
Nièvre	5 790	-4,7	13 420	-0,7	6 193	-0,8	1 030	-6,6
Haute-Saône	4 243	-6,9	14 983	+0,4	5 323	+3,7	1 230	-4,9
Saône-et-Loire	10 447	-6,3	35 817	+1,8	11 507	+0,5	2 533	-8,9
Yonne	8 983	-5,8	22 913	+1,6	7 613	+4,4	1 650	-8,0
Territoire de Belfort	4 377	-3,6	9 380	+3,3	2 327	+0,4	833	-2,7
BFC	60 710	-5,4	180 103	+1,1	56 390	+0,7	12 553	-6,1

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

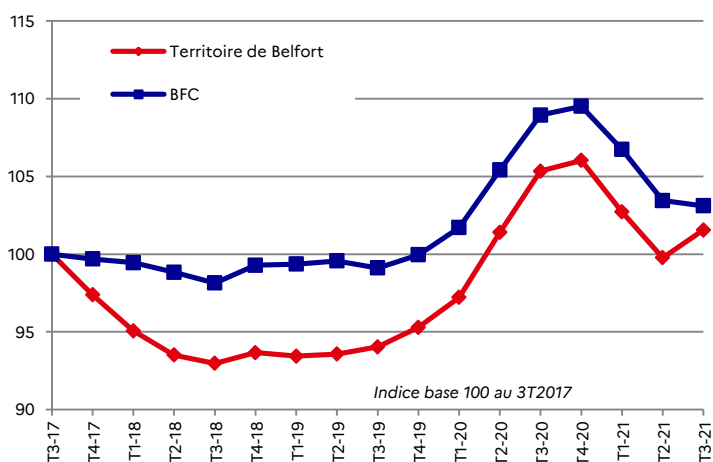
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

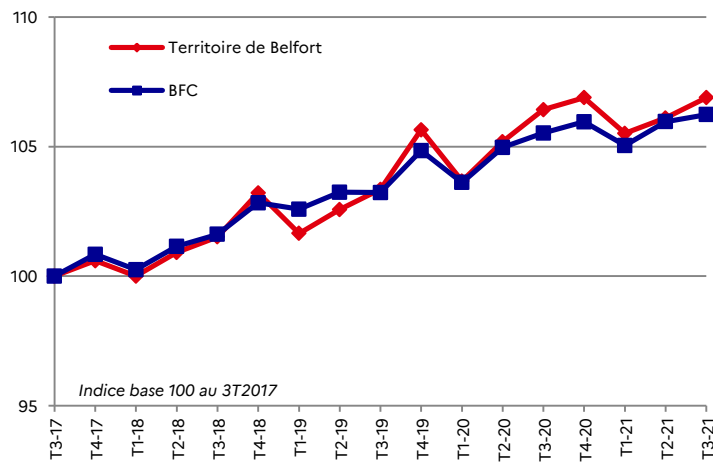
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

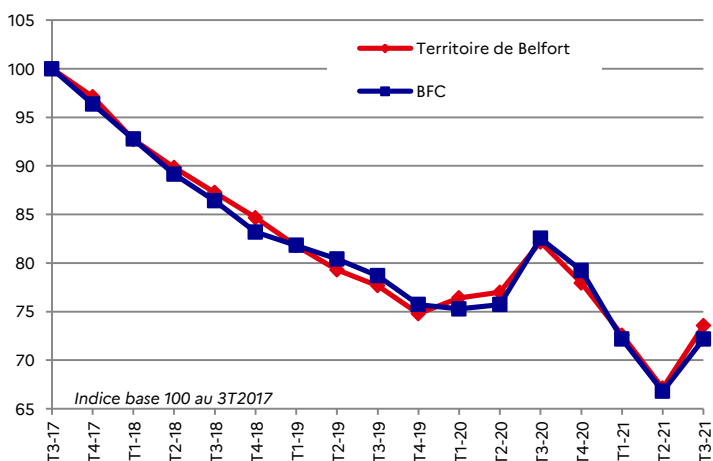
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

